

Pour des constructions et nationales auda

par Paul Boccara

Le ralentissement de la croissance aux Etats-Unis s'est aggravé et est devenu mondial au milieu de 2001. L'Union européenne, contrairement à toutes les déclarations rassurantes antérieures, est sérieusement touchée, tout particulièrement sa principale économie celle de l'Allemagne. Le Japon continue à peiner sans arriver à relever sa croissance affaissée. Les pays émergents ralentissent plus ou moins fortement et certains comme l'Argentine, la Turquie, Singapour, sont franchement en récession.

Crise de la croissance : maturation des antagonismes et potentialités de dépassement

La crise d'éclatement de la suraccumulation des capitaux réels et financiers est mondiale, de même qu'en 1991-1992. Elle atteint particulièrement les Etats-Unis et les pays développés à l'opposé de la crise qui avait surtout concerné les pays émergents en 1997-1999. Mais elle frappe désormais de plein fouet les secteurs les plus modernes des nouvelles technologies qui avaient fourni un grand espace de croissance dans les années 1990.

Elle révélerait ainsi la maturation de la longue phase de la crise systémique à l'intérieur de laquelle se produisent ces crises cycliques intermédiaires (1).

La maturation des nouvelles technologies de la révolution informationnelle aurait entraîné dans les années 1990 l'accélération du progrès de la productivité (2) économisant plus fortement le travail direct et les moyens matériels (incorporant du travail). Aussi, finalement, après une certaine relance de la croissance tirée par les nouvelles productions, surtout aux Etats-Unis, mais ne supprimant pas le chômage massif et la précarité dans le monde, on assiste de nouveau à l'aggravation de l'insuffisance de la demande. Cela se relie à la recherche exacerbée de la rentabilité financière accaparant les profits de la productivité au détriment du développement suffisant des dépenses pour les populations, non seulement contre leur demande mais encore contre le développement de leurs capacités productives, face aux exigences de rentabilité des immenses capitaux accumulés. D'où la relance des licenciements, du chômage massif et de la précarisation dans le monde entier.

La révolution monétaire de décrochement de la monnaie par rapport à l'or, permettant l'expansion extraordinaire du dollar, a favorisé aussi une accumulation financière sans précédent (3).

Mais les excès d'accumulation réelle, relativement aux capacités de production et de demande des populations, ont été amplifiés comme jamais par les formidables accumulations financières. D'où, de nouveau, des chutes boursières partout, relativement durables depuis le printemps 2000, tout particulièrement dans le secteur des nouvelles technologies.

“(...) C'est, en définitive, l'insuffisance du développement des populations du monde entier qui est en cause (...)”

Les transformations structurelles de l'hyper-libéralisme, faisant reculer les secteurs publics et les protections nationales, répondaient dans une certaine mesure aux besoins technologiques de partage mondialisé des coûts et des marchés, mais sous domination des grands groupes capitalistes. Cela a aussi exacerbé les pressions de la rentabilité financière, notamment par la privatisation, en entraînant le freinage des dépenses sociales. C'est, en définitive, l'insuffisance du développement des populations du monde entier qui est en cause comme jamais, par rapport aux exigences de rentabilité des capitaux rivaux, y compris le capital des Etats-Unis, cherchant à dominer le monde entier.

1. Par parenthèse, sur la base de notre analyse de la longue phase de difficultés commencée en 1967-1969 et des cycles intermédiaires de 7 à 10 ans à l'intérieur de cette longue phase, nous avons annoncé cette crise pour 2001 il y a plus d'un an tandis que tous les experts officiels parlaient de croissance désormais durable. Ils continuent d'ailleurs à tenir des propos léniants pour rassurer de façon démobilisatrice. La BCE a reconnu avoir été trop optimiste sur la croissance, mais non pas sur sa dérive systématique dans ce sens pour ne pas changer d'orientation.

2. Voir notamment Robert J Gordon « Has the new economy rendered the productivity slow down obsolete ? » Paper at the meeting of the Federal Reserve Bank of Chicago. Juin 1999.

3. Cette accumulation financière formidable a permis de lever des fonds pour les dépenses informationnelles considérables comme celles de recherche et de contrôler financièrement d'immenses ensembles à l'échelle mondiale afin de partager les coûts de recherche de façon monopoliste avec notamment les fusions acquisitions géantes. Elle a conditionné les formidables importations de capitaux du monde entier aux Etats-Unis grâce, en particulier, à la domination du dollar.

mondiales, européennes ciusement novatrices

L'exaspération des antagonismes de l'hypermarchandisation capitaliste mondialisée et de l'hyperdélégation étatique (du présidentielisme et des pouvoirs politiques supranationaux, zonaux, européens et mondialisés) serait au cœur des difficultés. Il y aurait, non seulement le besoin de les dépasser, mais, des potentialités nouvelles pour le faire avec la maturation des progrès techniques et sociaux refoulés.

Il s'agirait non pas de revenir en arrière vers les anciennes structures économiques et politiques, avec notamment des secteurs étatiques nationaux cloisonnés et séparés, mais de dépasser les antagonismes des nouvelles ouvertures et mobilités entraînés par les déréglementations. Ces ouvertures et mobilités devraient pouvoir se poursuivre autrement, sans domination monopolistes et étatiques, mais de façon maîtrisée par des partages de revenus et d'activité, de pouvoirs et d'informations, du local au national, au zonal et au mondial, pour des mobilités dans la sécurité de codéveloppement de tous les peuples et de chaque être humain.

***“(...) un autre rôle
de l'euro pour
une construction
mondiale (...)”***

Je veux insister sur deux enjeux tout à fait décisifs et sous-estimés :

- 1- Un autre rôle de l'euro pour une autre construction mondiale.
- 2- Une construction politique et sociale en France faisant avancer des partages pour une vie meilleure pour tous et aussi contribuant à des transformations profondes dans l'Union européenne et dans le monde.

Une autre construction mondiale de maîtrise et de dépassement des marchés par des partages

La montée des mouvements de critiques de la mondialisation actuelle ces dernières années, jusqu'aux manifestations de Gènes et au delà, montrerait à la fois la force des aspirations nouvelles et la faiblesse des propositions constructives ainsi

que leur non articulation aux luttes locales pour l'emploi. Outre le refus de la marchandisation et de vagues principes de justice et d'égalité, les mesures proposées ne visent pas en général des changements du système lui-même et de ses processus fondamentaux. Elles concernent essentiellement des corrections étatiques diminuant quelque peu le poids des effets des processus à l'œuvre dans le système et sans garantie contre des ripostes capitalistes. Il s'agit notamment de la taxe Tobin sur les flux financiers internationaux, ou même de la réduction massive, voire de façon plus radicale de la suppression des dettes publiques des pays en voie de développement. Ces mesures pourraient être utiles, mais seulement comme éléments complémentaires dans un ensemble de mesures systémiques beaucoup plus fondamentales s'en prenant à la domination des marchés eux-mêmes. Elles devraient être articulées aux interventions locales des salariés et des populations visant leurs revenus et leurs activités.

En ce qui concerne l'enjeu décisif du marché de l'argent, il s'agirait de mesures de remplacement de la domination des marchés financiers, pour les financements, surtout par un tout autre crédit, notamment à long terme : un crédit non plus au service des marchés financiers prédominants, mais pour des coopérations de codéveloppement. Ce crédit nouveau s'appuierait sur des partages de création monétaire au plan international. Il fournirait des moyens pour dépasser la domination du marché du travail, le chômage et la précarité en allant vers une Sécurité d'emploi et de formation pour chacune et chacun.

Des monnaies communes zonales comme l'euro, mais tout autrement utilisées et une monnaie commune mondiale, se substitueront à la domination mondiale du dollar, seraient instituées. Elles permettraient de nouveaux « refinancements », avec des taux d'intérêt directs abaissés sélectivement, des crédits des banques ordinaires par création de ces monnaies communes par les Banques centrales associées, sous condition de favoriser la coopération et l'emploi (4). Des partages de création monétaire de l'euro permettraient de nouvelles relations interzonales entre l'Union européenne et les pays médi-

4. Le crédit, grâce à ces « refinancements », pourrait être accordé à des taux d'intérêt très abaissés sélectivement en faveur des investissements programmant une progression de l'emploi et de la formation. Les taux d'intérêt seraient d'autant plus abaissés que sont accrus l'emploi et la formation, tandis que les taux seraient élevés pour les placements financiers.

terranéens ou les pays d'Amérique latine ou d'Europe de l'est... Enfin, de nouveaux titres financiers et une nouvelle réglementation des titres existants : titres appartenant à l'Etat, titres d'actions salariales, ou encore la réglementation de grands fonds de placement et des fonds de pension pourraient favoriser l'avancée d'autres critères de gestion des entreprises.

Ces critères d'efficacité sociale permettraient de faire reculer la domination des critères de rentabilité en liaison avec des pouvoirs nouveaux des travailleurs pour maîtriser les marchés des produits. En même temps, avec l'opposition aux privatisations, mais pour des avancées d'un type de secteur public instituant des coopérations nationales et internationales très intimes, ces critères favoriseraient l'utilisation des nouveaux pouvoirs des salariés et des populations environnantes. Ces pouvoirs viseraient l'emploi et la formation, mais aussi la qualité des productions et leurs impacts sociétaux, écologiques, de santé ou encore culturels, qui ont pris une importance majeure.

Un enjeu tout à fait crucial concerne l'émancipation de la domination du dollar. De ce point de vue, le moyen décisif à l'échelle mondiale serait une tout autre utilisation de l'euro. La domination du dollar s'effectue évidemment en faveur des capitaux financiers des Etats-Unis, mais aussi elle pousse les autres capitaux financiers à collaborer avec eux ou à rivaliser sur le même terrain en faveur de la croissance financière exacerbée, au détriment d'un développement suffisant des populations de la planète. Il conviendrait avant tout, à partir des pressions des interventions locales sur les crédits et sur les financements des entreprises, immédiatement possibles, de changer les conditions de « refinancement » des crédits par l'euro et la Banque centrale européenne (5). Mais il faudrait aussi, dès à présent, organiser de nouvelles relations monétaires et de crédit radicalement nouvelles de l'Union européenne avec les pays en voie de développement et les pays émergents (6).

**“(...) partir...
des interventions locales
sur les crédits
et sur les financements
des entreprises (...)”**

Cela contribuerait fortement à l'instauration de coopérations mondiales et zonales à l'opposé de la domination du dollar et des capitaux financiers. La monnaie commune mondiale pourrait être instituée à partir des Droits de Tirage Spéciaux (DTS) du FMI déjà existants, mais très limités en quantité et subordonnés aux exigences des capitaux financiers et du dollar, en vue d'une création monétaire mondiale pour favoriser les nouveaux crédits (7). Tout cela serait permis par d'autres alliances des pays de l'Union européenne qui s'émanciperaient de la domination des Etats-Unis, au lieu de jouer le rôle de supplétifs et de rivaux subordonnés dans la domination mondiale. Ils s'allieraient avec les PVD, les pays émergents et aussi, si possible, avec le Japon, en vue d'une croissance réelle, stable, d'un autre

type, dans l'intérêt du développement des populations des différents pays du monde

**Construction économique et sociale
et construction politique novatrice**

Cette construction économique et sociale nouvelle devrait pouvoir s'appuyer sur une autre construction politique. Cela concerne en particulier d'autres rapprochements et orientations stratégiques en France ainsi que leurs liaisons avec des luttes transformatrices nouvelles locales et nationales jusqu'au plan de l'Union européenne. Et cela renvoie aussi aux luttes qui se développent dans tous les pays du monde, comme en Amérique latine, par exemple en Argentine (8).

Les antagonismes de la crise de ralentissement de la croissance réelle, dans le cadre de l'ensemble de la crise systémiques, renvoient à la domination des grands capitaux monopolistiques et du capital financier ainsi qu'à leur hégémonie sur les capitaux des PME, sous-traitants ou non, et sur les capitaux publics ou les services publics..

Parmi les exploités, les couches des salariés les plus qualifiés et les mieux rémunérés sont elles aussi sujettes aux instabilités, aux pressions et aux difficultés sociales périodiques.

Cela tend à les rapprocher des couches moins qualifiées, des plus démunis et même des chômeurs et des exclus. Elles peuvent partager avec eux les aspirations à une sécurité de l'existence, à la mobilité de promotion dans la sécurité, à la maîtrise des décisions les concernant, y compris grâce à des formations de qualité choisies. Ces rapprochements sociaux nouveaux devraient pouvoir isoler les capitaux les plus dominants et les plus extravertis, en faveur d'une croissance réelle nationale plus soutenue, stable et favorisant, notamment, le développement des salariés et des populations.

5. En ce moment, à la remorque de la Réserve fédérale des Etats-Unis qui a opéré sept baisses depuis le début de l'année de ses taux d'intérêt, on évoque des baisses de taux d'intérêt de la Banque centrale européenne. Cette dernière a procédé le 30 août à une très légère baisse (la 2ème de l'année). Mais cette baisse est beaucoup trop faible et surtout n'étant pas sélectives, les baisses de taux d'intérêt favoriseraient les placements financiers et non l'emploi et la croissance réelle.

6. On viserait des prêts sans taux d'intérêt ou même des dons de monnaie en euros (de type aide Marshall), de la BCE aux Banques centrales de ces pays. Les critères d'attribution favoriseraient, d'un côté, les investissements privilégiant la formation et l'emploi ainsi que la coopération pour la recherche-développement dans les pays concernés et, d'un autre côté, en relation avec ces coopérations, les achats d'équipements et de services aux pays de l'Union européenne en faveur de leur emploi et aussi en faveur du développement des réserves en euros dans les Banques centrales étrangères, contribuant à faire reculer la domination du dollar. En même temps, on chercherait à favoriser l'institution de monnaies communes zonales et de coopération à l'échelle de sous-continents entiers, comme par exemple l'Amérique latine.

7. Les critères d'attribution de cette monnaie donnant droit de tirer des monnaies sur les différentes Banques centrales participantes au FMI, favoriseraient les investissements pour la coopération, l'emploi et la formation, en fonction de l'importance des populations et de leurs besoins. Le partage de la création monétaire mondiale serait relié, avec un tout autre rôle du FMI, à sa démocratisation profonde à l'opposé de sa domination actuelle par les Etats-Unis.

8. Ainsi, avec d'autres organisations sociales et politiques, la Centrale des Travailleurs Argentins (CTA), deuxième organisation syndicale du pays, organise une consultation nationale sur la proposition d'une sécurité d'emploi et de formation (Seguro de empleo y formación), même si dans un premier temps cela prend la forme d'un revenu garanti aux chefs de famille chômeurs. L'alignement du peso sur le dollar est au cœur des problèmes de la crise argentine.

D'ailleurs, ces luttes et ces rapprochements de classe nouveaux se relient comme jamais aux luttes que l'on peut appeler « générationnelles ». Il s'agit des luttes d'émancipation des femmes et des jeunes, qui sont touchés de plein fouet par la précarisation et le chômage ou l'insuffisance de formation ainsi que celles sur les besoins nouveaux des personnes âgées dont le nombre devient considérable. Tous aspirent à une maîtrise et à une sécurisation de leur sort, et à la promotion de chacune et de chacun, notamment par l'accès à une formation permanente beaucoup plus ample et beaucoup moins inégalitaire, c'est-à-dire, au fond, à aller en direction d'une Sécurité mobile d'emploi et de formation.

En France et dans l'Union européenne, l'opposition fondamentale n'est pas, à gauche, entre social-libéralisme et social-démocratie plus ou moins à gauche ou au centre. Elle est entre le maintien des idées et des pratiques dominantes renforçant la domination des marchés financiers et des délégations étatiques et une créativité sociale de maîtrise et de dépassement des marchés et des délégations, par des partages de ressources et d'activités, d'informations et de pouvoirs.

Même le PS en France, avec Lionel Jospin, se prononce pour l'économie de marché comme la plus efficace possible. Il se contente d'évoquer certaines régulations et des corrections au plan social pour éviter, prétend-il, une société de marché. Mais il y a une contradiction fondamentale entre la soumission à l'économie de marché et le refus d'une société de marché. Dans ces conditions, les précarités et les difficultés sociales sont sans cesse relancées ainsi que le refoulement des aspirations nouvelles pour une autre utilisation de la révolution informationnelle. D'ailleurs, face à la montée du chômage en France, le Premier ministre persiste à ne pas vouloir changer d'orientation, notamment au plan financier et à ne pas revendiquer un rôle nouveau de la BCE.

Il ne s'agit pas seulement du besoin d'une politique budgétaire expansive, en relâchant les contraintes du Traité de Maastricht comme certains le réclament en Allemagne. Il s'agit surtout d'une nouvelle politique de crédit, avec des changements possibles dans l'immédiat en France, poussant à une autre orientation de la BCE (9).

L'effort du PS pour gagner au centre avec seulement de petites différences avec la droite peut faire le jeu de la démagogie sociale de la droite dénonçant la fracture sociale ou l'insécurité et de sa rivalité sur un mélange de libéralisme et de populisme, tout en repoussant des électeurs de gauche radicale, y compris des électeurs communistes.

Face à cela, le PCF voudrait construire un projet et une stratégie pour dépasser les contradictions et les antagonismes de la situation actuelle. Il vise, d'une part, à une participation à un gouvernement de gauche qui s'attaquerait effectivement à des transformations radicales pour maîtriser et commencer à dépasser la domination des marchés et des délégations. Et il vise aussi, d'autre part, à amplifier sa participation aux luttes populaires d'un type nouveau, mettant en avant l'intervention de tous les acteurs sociaux, de façon autonome, avec des revendications radicales pour améliorer non seulement leurs conditions de vie, mais leurs conditions d'activité dignes et créatrices.

Les efforts récents du PCF, depuis les amendements commu-

nistes à la loi de modernisation sociale sur les licenciements favorisant les propositions alternatives des salariés ou encore la loi sur le contrôle des fonds publics accordées aux entreprises prétendant pour l'emploi, jusqu'à l'élaboration d'un projet communiste audacieusement novateur pour ce début du XXIème siècle vont dans ce sens. Ces questions sont d'ailleurs au fond des débats qui sont lancés à partir des enjeux de son prochain congrès. Il s'agit d'aller au-delà des droits existants pour de nouveaux pouvoirs de chacun, à l'opposé de l'autoritarisme totalitaire des régimes étatistes qui se réclamaient du socialisme, comme à l'opposé de la résignation social-démocrate à la dominations des marchés et des délégations étatiques. Cela concerne des progrès radicaux des libertés et égalités. Celles-ci ne concerneraient plus seulement les droits de contracter et d'agir des sociétés libérales. Mais elles viseraient aussi des droits sur l'utilisation des moyens matériels et de l'argent, notamment le crédit et aussi sur les moyens informationnels ainsi que sur les décisions sociales, du local au national et à l'international.

“(...) une créativité sociale de maîtrise et de dépassement des marchés et des délégations, pour des partages de ressources et de pouvoirs (...)”

Cependant on peut considérer que la prédominance d'idées généreuses vagues et la persistance d'idées anciennes sur des solutions étatistes s'opposent aux avancées nécessaires de nouvelles propositions et de nouvelles pratiques de luttes. Il s'agit des exigences de partage de moyens et de pouvoirs jusqu'à chaque personne. Et il s'agit aussi de la liaison de ces luttes et des revendications d'institutions novatrices au plan local et au plan national avec les transformations tout à fait décisives au plan international et en particulier celui de l'Union européenne, avec au centre le crédit et l'euro.

Tout cela nécessite, sans doute, de grandes remises en cause, des efforts de créativité et d'expérimentation, des apprentissage persévérants, en tirant les leçons de nos expériences anciennes, mais aussi de nos expériences récentes, avec hardiesse. ■

9. Ainsi des fonds publics peuvent bonifier les taux d'intérêt (c'est-à-dire, prendre en charge une partie des intérêts) de façon sélective pour les crédits aux investissements programmant des augmentations d'emplois.